

Présidence du groupe PLR: des candidates pas faciles à convaincre



«Les femmes doivent être prêtes à lutter. Il faut les soutenir», assure Doris Fiala. © Keystone

Partager cet article sur:

[AddThis Sharing Buttons](#)

[Share to WhatsApp](#)

[Share to Facebook](#)[Share to Email](#)[Share to Imprimer](#)[Share to Plus d'options...](#)

Publié le 01.02.2022

Ex-présidente des Femmes PLR, Doris Fiala juge qu'il faut une femme à la présidence de groupe

PIERRE-ANDRÉ SIEBER

Parti libéral-radical » Et si les Femmes PLR venaient brouiller les cartes lors de l'élection du chef de groupe parlementaire le 18 février? Actuellement, le Vaudois Olivier Feller et le Neuchâtelois Damien Cottier ont déclaré leurs intentions de briguer ce mandat. Mais selon Doris Fiala, conseillère nationale zurichoise et ancienne présidente des Femmes PLR, une candidature féminine serait nécessaire. «Je trouve les candidats romands tout à fait valables», observe-t-elle. «Olivier Feller est une personne très engagée et expérimentée. Si, en plus de

ses compétences, il s'entourait d'une femme forte au poste de vice-présidente du groupe parlementaire, il aurait de bonnes cartes et de bonnes chances de faire un travail de premier ordre pour nous tous et toutes.»



«J'espère sincèrement qu'une femme se portera candidate.»

Doris Fiala

Mais plus on parle candidate, plus Doris Fiala s'enhardit. Actuellement, 11 femmes PLR siègent à Berne. Laquelle pourrait se saisir de la présidence? «Comme on l'a déjà dit, ma collègue conseillère nationale saint-galloise Suzanne Vincenz-Stauffacher, présidente des Femmes PLR suisses, pourrait aussi parfaitement tenir le rôle de présidente. J'espère sincèrement qu'une femme se portera candidate lors de cette élection. Nous ne pouvons pas nous contenter d'exiger, nous devons aussi saisir les opportunités.» Doris Fiala a consulté sa collègue saint-galloise qui semble ouverte à la proposition. «Avec tout le respect que je dois à M. Feller, Suzanne Vincenz-Stauffacher pourrait être une candidate à la présidence tout à fait crédible», ajoute la conseillère nationale zurichoise. «Les femmes doivent être prêtes à lutter. Il faut les soutenir!»

On n'en saura pas plus jusqu'au 8 février, date du dépôt des candidatures. Suzanne Vincenz-Stauffacher a choisi de ne pas communiquer sur le sujet pour le moment, histoire de ne pas interférer dans les délibérations du groupe parlementaire PLR latin qui ont lieu ce mardi soir.

La Saint-Galloise ne dément pas son intérêt pour la présidence du groupe parlementaire. Mais il est vrai que son opposition frontale au président du PLR suisse Thierry Burkart concernant la volonté de ce dernier de ressusciter nucléaire n'est pas vraiment un atout. Elle n'a pas non plus beaucoup d'expérience sous la Coupole fédérale puisqu'elle n'y siège que depuis 2019.

Daniela Schneeberger en vue

Sinon, quelle femme PLR pourrait se déclarer? La conseillère nationale de Bâle-Campagne Daniela Schneeberger pourrait-elle faire l'affaire? Son nom a été cité par Olivier Feller lui-même, mais pour le poste de vice-présidente. «Il serait certainement bon pour notre groupe que la présidence soit complétée par une femme», explique la politicienne. «C'est sans doute la raison pour laquelle Olivier Feller l'a souhaité dans sa lettre de motivation et m'a proposée. Je pourrais m'imaginer être candidate à la vice-présidence. Ce serait un signe positif que d'avoir un duo mixte à la tête du groupe». Daniela Schneeberger connaît très bien Olivier Feller qui a été élu en même temps qu'elle au Conseil national en 2011. «Nous étions et sommes à nouveau ensemble dans la Commission des finances. Je considère que cette longue expérience est importante et constitue certainement un avantage pour la présidence d'un groupe parlementaire».

La présidence de groupe est-elle vraiment hors de portée? La PLR de Bâle-Campagne a déjà assez de travail sur les bras. «J'ai pris la décision de renoncer déjà avant Noël à la présidence de groupe. Mes tâches hors mandat politique, telles que la vice-présidence de l'Union suisse des arts et métiers (USAM) ou la présidence de l'Union des fiduciaires suisses, sont très exigeantes. J'aurais dû renoncer à ces fonctions pour pouvoir me concentrer pleinement sur la présidence du groupe. Ces réflexions m'ont finalement conduit à renoncer à ma candidature, car j'aime toujours autant exercer ces fonctions et j'ai encore beaucoup à apporter».